

## **ANNEXE 4**

**Procès-verbal de synthèse du 24 Juin 2015**

**PREFECTURE DE LA MARNE**

Enquête publique relative au Plan de Protection de l'Atmosphère  
De l'Agglomération Rémoise (REIMS-METROPOLE)

Dossier E15000042/51

**PROCES-VERBAL DE SYNTHESE  
PREVU PAR L'ARTICLE R 123-18 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT**

L'article R 123-18 du code de l'Environnement dispose en son deuxième alinéa que « dès réception du registre et des documents annexés, le commissaire enquêteur ou le Président de la commission d'enquête rencontre, dans la huitaine, le responsable du projet, plan ou programme et lui communique les observations écrites ou orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le responsable du projet, plan ou programme dispose d'un délai de quinze jours pour produire ses observations ».

Le présent document, rédigé par le Président de la commission d'enquête, à l'issue d'une réunion tenue téléphoniquement avec les 2 commissaires enquêteurs titulaires, constitue ce procès-verbal de synthèse.

L'enquête s'est déroulée durant 33 jours consécutifs du 18 Mai 2015 au 19 Juin 2015.

Le dossier a été étudié et mis au point lors d'une réunion de concertation tenue par les 3 commissaires enquêteurs titulaires le 01 Avril 2015 à la DREAL CHAMPAGNE-ARDENNE en présence du représentant du Préfet, Mme Marie-Josée DUROLLET de la DDT 51, autorité organisatrice, et du Chef de Projet, M.Benoit DESRUMEAUX, de la DREAL.

Il a été mis à disposition du public dans les 5 mairies choisies comme lieux de tenue des permanences, à savoir REIMS (siège de l'enquête), PRUNAY, SILLERY, BEZANNES et BETHENY.

Seize Communes étaient concernées par cette enquête : REIMS, BETHENY, BEZANNES, CORMONTREUIL, SAINT-BRICE-COURCELLES, TINQUEUX, CERNAY-LES-REIMS, PRUNAY, SILLERY, PUISIEULX, TAISSY, TROIS-PUITS, SAINT-LEONARD, VILLERS-AUX-NOEUDS, CHAMPIGNY et CHAMFLEURY.

Un dossier d'enquête a été déposé dans chacune de ces 16 mairies, où un avis d'enquête a été affiché sur les panneaux officiels d'affichage légal.

Les publications réglementaires ont été effectuées dans les journaux L'UNION le 29 Avril 2015 et le 22 Mai 2015, et LA MARNE AGRICOLE le 01 Mai 2015 et le 22 MAI 2015.

En sus des publications effectuées dans les journaux L'UNION et LA MARNE AGRICOLE, l'avis d'enquête a été publié sur le site des services de l'Etat dans la Marne : [www.marne.gouv.fr](http://www.marne.gouv.fr).

Le public pouvait émettre ses observations, propositions et contre-propositions sur les registres ouverts à cet effet dans les mairies de REIMS, PRUNAY, SILLERY, BEZANNES et BETHENY ou les adresser pendant toute la durée de l'enquête :

- Par correspondance, au siège de l'enquête en mairie de REIMS,
- Par voie électronique à : ddt-seepr-icpe@marne.gouv.fr

Les permanences des commissaires enquêteurs se sont tenues comme suit :

Dates	Heures	Communes	Commissaires
LUNDI 18/05/2015	10h00 à 12h00	REIMS Ouverture	E.SYGUT
JEUDI 28/05/2015	10h00 à 12h00	PRUNAY	F.ROUALET
MERCREDI 03/06/2015	16h00 à 18h00	BEZANNES	I.LENGELLE
SAMEDI 06/06/2015	10h00 à 12h00	REIMS	F.ROUALET
VENDREDI 12/06/2015	10h00 à 12h00	BETHENY	F.ROUALET
MERCREDI 17/06/2015	16h00 à 18h00	SILLERY	I.LENGELLE
VENDREDI 19/06/2015	14h00 à 16h00	REIMS Clôture	E.SYGUT

### **Observations du public :**

#### **1) Lors des permanences, annotées sur registres :**

Dans chacune des 5 communes dotées d'un registre, aucun visiteur n'a apposé d'annotation en dehors des permanences d'un des commissaires enquêteurs.

Durant les permanences, aucune visite n'a été enregistrée dans les communes de BEZANNES, BETHENY et SILLERY.

**A PRUNAY**, un seul visiteur le 28 Mai 2015 durant la permanence de M. ROUALET.

M. COILLIOT Patrick a annoté le registre (voir photocopie du registre en pièce jointe) de questions résumées comme suit :

*FICHE Agri2 prévoyant le passage des engins agricoles au banc d'essai moteur.  
Comment adapter cette mesure aux engins anciens encore présents dans de nombreuses exploitations et qui sont régulièrement utilisés ?  
Même remarque pour les engins de collection.*

**A REIMS**, 3 visiteurs se sont présentés le 19 Juin 2015 durant la permanence de M. SYGUT :



-M. Sylvain VILLIERE, Directeur du Développement Durable à REIMS-METROPOLE, a remis une lettre de la Présidente de REIMS METROPOLE comprenant 2 pages et une annexe de 4 pages (voir photocopie en PJ) dont le contenu peut se résumer comme suit :

*La Présidente de REIMS-METROPOLE précise la délibération du 15/12/2014 dont les remarques n'ont pas été reprises dans le projet de PPA.*

- 1) *La fiche URBA1 limitera les possibilités d'urbanisation en milieu urbain, en contradiction avec les objectifs de lutte contre l'étalement urbain. Propose de remplacer les 2 paragraphes suivants « limiter l'urbanisation (en particulier des établissements sensibles comme les crèches, écoles, maisons de retraite...) à proximité des grands axes routier etc... » et « restreindre l'implantation d'installations qui ajouteraient des émissions supplémentaires dans une zone déjà défavorisée etc... » par :  
«favoriser une meilleure utilisation de l'espace urbain, privilégiant la proximité, la mixité fonctionnelle et l'offre de transports collectifs, pour diminuer les émissions de polluants atmosphériques ».*
- 2) *Fiche T4.3 retrofit : l'incidence financière pour le concessionnaire de transport urbain n'est pas compatible avec les équilibres financiers de délégation de service public pour une efficience technique sans retour d'expérience.*
- 3) *Fiche T1 « PDU ». Propose de supprimer la diminution de 10% du kilométrage parcouru pour une diminution escomptée de 11%, à remplacer par « le PDU devra contribuer à une baisse de 11% des émissions de NO2 »*
- 4) *Les fiches IND1 et IND2 se traduiraient par le classement d'installations existantes à enjeux l'usine d'incinération des ordures ménagères (UIOM) et la chaufferie bois qui la complète depuis 2012. Ces équipements sont encadrés par des arrêtés préfectoraux qui fixent le dispositif de surveillance des émissions atmosphériques. Les investissements récents pour la mise aux normes ont coûté 10M€.  
De nouveaux investissements risquent de fragiliser les contrats de délégation de service public, et d'induire des surcoûts sur les charges locatives liées au réseau de chaleur.  
REIMS-METROPOLE demande que les fiches IND1 et IND2 précise que la chaufferie bois et l'UIOM ne sont pas comprises dans les industries à enjeux.*
- 5) *REIMS METROPOLE souhaite connaître le processus décisionnel du comité de suivi et les possibles aides de l'Etat ainsi que les conditions d'octroi.*

M. Claude MAIREAUX (Président de MARNE NATURE ENVIRONNEMENT et Vice-Président de ECO CITOYEN REMOIS) a annoté le registre (voir photocopie en PJ) d'une observation se résumant comme suit :

*Le PPA est pavé de bonnes intentions. Les rémois sont soumis à une triple pollution, l'air, l'eau, l'alimentation. Concernant l'air, on constate que les mesures de circulation récente vont à l'encontre des souhaits de diminuer les émissions, en ne limitant ni le nombre, ni la vitesse des véhicules, notamment poids lourds, sur l'autoroute urbaine. On ne promeut pas les déplacements en modes doux, on ne réalise pas de pistes cyclables, on n'incite pas les entreprises à mettre en place des PDE.*

*La question de la pollution de l'air par les agriculteurs, relevée par ATMO CHAMPAGNE-ARDENNE, ne fait pas l'objet de mesures de réduction suffisante.*

*La population devrait être plus étroitement associée au nom d'une démocratie participative à définir et à développer.*

Mme Yvette PARISOT (pas de mention de sa qualité) annote le registre de la mention suivante :  
*Tout à fait d'accord avec ces observations de MARNE NATURE ENVIRONNEMENT*

2) En dehors des permanences, annotées sur registre : NEANT

3) Reçues par courrier postal : NEANT

4) Reçues par voie électronique :

Un seul message : celui de l'ASSOCIATION REMOISE DU MOUVEMENT NATIONAL DE LUTTE POUR L'ENVIRONNEMENT reçu le 18 Juin 2015 (voir copie en PJ).

*Le MNLE estime prioritaire :*

- de perfectionner le dispositif de filtrage des usines d'incinération, des chaufferies municipales, et d'autres entreprises*
- de ne pas favoriser la circulation des véhicules produisant des gaz toxiques*
- de soutenir ATMO qui évalue en temps réel les risques liés à la pollution, afin de cibler les origines et les impacts des particules en cause, pour définir les mesures de prévention adaptées.*

Telle est la synthèse que la commission d'enquête soumet ce jour à la DREAL CHAMPAGNE-ARDENNE, maître d'ouvrage, en application de l'article 123-18 du code de l'Environnement.

Les représentants de la DREAL voudront bien faire parvenir au Président de la commission d'enquête les observations qu'appellent de leur part les observations, propositions ou contre-propositions recueillies au titre de la présente enquête, sous 15 (quinze jours) à compter de la réception du présent procès-verbal.

Coordonnées : Edoire SYGUT 10, Grande Rue 51290 AMBRIERES  
(edoire.sygut@gmail.com)

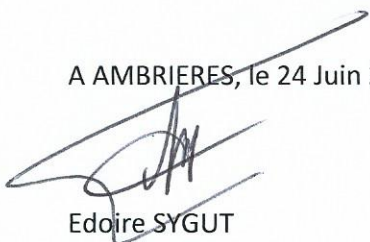
Dès réception, la commission d'enquête rédigera son rapport et ses conclusions motivées en vue de les adresser à M. le Préfet de la Marne (DREAL) et au Président du Tribunal Administratif dans les délais légalement définis par l'article L.123-15 du code de l'Environnement.

PJ : copie registre de PRUNAY

Copie registre de REIMS

Copie de la lettre du 18/06/2015 de MNLE

A AMBRIERES, le 24 Juin 2015



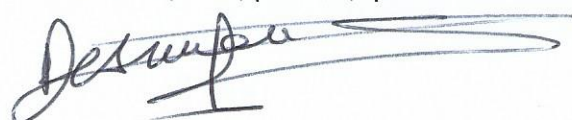
Edoire SYGUT

Président de la Commission d'enquête

A CHALONS-EN-CHAMPAGNE, le 24 Juin 2015

*DÉSIRMAUX Benoît*  
*chargé de mission qualité de l'air et*  
*transport en ville*

Pour la DREAL, nom, prénom, qualité





Registre de PRUNAY.

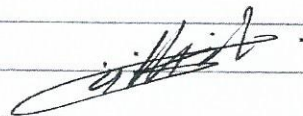
PREMIÈRE JOURNÉE

Les 28 Mai 2015 de 10 heures 00 à 12 heures 00

Observations de M<sup>(1)</sup> COILLIOT Patrick

Fiche Agri 2 concernant le passage des engins agricoles au banc d'essai moteur : comment adapter cette mesure aux tracteurs et automoteurs anciens qui se trouvent encore en grand nombre sur les exploitations agricoles, surtout sur les petites structures qui ne pouvant pas se permettre d'avoir du matériel récent. Ces matériels servent quand même fréquemment. Quid des engins de collection qui sont la mémoire de nos pratiques antérieures, doit-on les mettre au rebut ?

M<sup>r</sup> COILLIOT Patrick 15, rue des moulins de  
Champagne 51360 PRUNAY



Registre clos le 20/06/2015



Joelle Sygat

Président de la Commission d'enquête.



# Registre de REIMS.

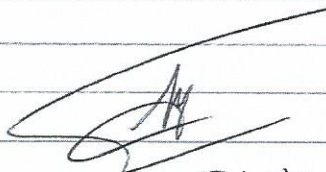
## PREMIÈRE JOURNÉE

Le 18 Mai 2015 de 10 heures à 12 heures

Observations de M<sup>(1)</sup>

Pas de visite au cours de cette première permanence du 18/05/2015 de 10h00 à 12h00.

Le Président de la Commission d'Enquête

  
Edouard Sygat

Seconde permanence en Mairie de Reims le Samedi 6 juin 2015 de 10H à 12H.

Permanence de M. ROUALET

Pas de visite

Permanence du 19 Juin 2015 de 14h00.

(1) Visite de M. Sylvain VILLIÈRE Directeur du Développement Durable à REIMS MÉTROPOLÉ

Je reçois une lettre datée du 16 juin 2015 du Président de REIMS MÉTROPOLÉ, portant les observations de la Collectivité. Annexée au présent registre. 1 lettre de 2 pages + 1 annexe de 4 pages.

(2) M. MAIREAUX Claude Président de Maine Nature Environnement et Vice Président de Eco Citoyen Rémois.

Un PPH remplit de bonnes intentions. Mais la santé des citoyens du pays rémois n'a pas de prix. Ces citoyens sont soumis à une triple pollution - L'AIR, l'eau et l'Alimentation. Nous constatons que des mesures prises récemment sont en contradiction sur ce qu'il faut faire: Réduire les véhicules en ville et toujours des Poids Lourds. Pas de diminution de la vitesse sur l'autoroute urbaine.

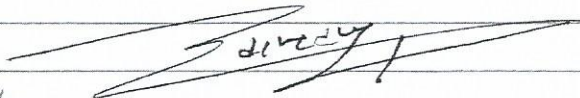


peu de valorisation des déplacements locaux - négligence du piéton  
les pistes cyclables en panne - pas d'axe de covoiturage.  
peu de stimulation dans les entreprises pour des PDE.  
Le monde agricole semble aux dépens des lois et règlements  
locaux que les travaux en cours à ATRO EA met en évidence  
l'importance de cette pollution dans notre région de grande  
agriculture intensive et renforcée par du végétal orienté  
vers les agro carburants -

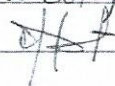
Un gros travail est à mener en direction de la population.  
La Démocratie participative est à définir et à développer.  
Mairie Nature Environnement est très préoccupée sur le sujet  
de la qualité de l'air qui est à notre époque ce commun  
que nous vivons dans le temps -

Blaude MACREUX -

MME et Eco Citoyen Rémire

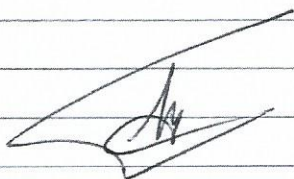


(3) fait d'accord avec ces observations  
de Mairie Nature Environnement et Eco Citoyen Rémire -



Yvette PARISOT

Registre des le 20/06/2015



Edouard Siquet

Président de la Commission d'Enquête





REIMSMETROPOLE

Le 16 JUIN 2015

Monsieur le Président de  
La Commission d'Enquête Publique  
Plan de Protection de L'Atmosphère

Pôle du développement  
économique, urbain et  
culturel  
Direction du  
Développement Durable  
Environnement Biodiversité

Objet : Enquête publique - Plan de protection de l'atmosphère (PPA)

Monsieur le Président,

Affaire suivie par  
Agnès ARNOULT

Téléphone  
03.26.35.37.86

E-mail

En complément de la délibération CC-2014-186 du 15 décembre 2014 du conseil communautaire, produite dans le cadre de la phase de consultation, je tiens à vous apporter des précisions quant-aux réserves émises par Reims Métropole sur le contenu du projet de Plan de Protection de L'Atmosphère. Le détail de ces remarques qui n'ont, pour l'essentiel, pas été traduites dans le dossier d'enquête publique est mentionné dans l'annexe jointe intitulée «Remarques sur la rédaction du PPA ».

En premier lieu figure nos objections concernant la fiche URBA1 « Urbanisme » qui en l'état limitera les possibilités d'urbanisation en milieu urbain en contradiction avec les objectifs de densification et de lutte contre l'étalement urbain tels que définis par la loi (Article L123-1-3 du code de l'urbanisme).

Le deuxième sujet concerne la fiche T4.3 « rétrofit » dont l'incidence financière pour MARS, le concessionnaire du service de transport public de Reims métropole, n'est pas compatible avec les équilibres financiers du contrat de délégation de service public pour une efficience technique sans réel retour d'expérience.

Téléphone

Fax

Un autre point d'alerte concerne la fiche T1 « PDU » avec l'ambition de limiter les émissions de NO2 et de PM10 dues aux transports. Si cet objectif n'est pas contestable, c'est sa traduction en limitation de kilomètres, pour des raisons de facilité de modélisation qui interpelle. Il ne faudrait pas que l'indicateur kilométrique, à la part toute relative, prenne le pas sur l'objectif général de baisse des émissions.

Le dernier point (fiche IND1) est celui du projet d'abaissement des normes d'émissions des industries en deçà des seuils européens, en période de difficultés économiques majeures des industriels de l'agglomération mais aussi de Reims Métropole par l'obligation, déjà à l'étude, de modifications importantes de son usine d'incinération d'ordures ménagères alimentant le chauffage urbain du quartier Croix-Rouge.

Toute correspondance  
doit être adressée à  
Mme la Présidente  
de REIMSMETROPOLE  
Place de l'Hôtel de Ville  
CS 80036  
51722 Reims Cedex

Enfin, le document projet mentionne la mise en place d'un comité de suivi. Celui-ci aurait comme objectif d'appuyer les différents porteurs des actions.

Cependant, si le dossier indique la composition de ce comité et la fréquence minimale de réunion, il ne précise pas le processus décisionnel qui déterminera la mise en œuvre effective des mesures et ne fait pas mention des possibles aides allouées par l'Etat ni de leurs conditions d'octroi.

En conséquence, je vous demande, Monsieur le président, de bien vouloir consigner, ce courrier ainsi que les documents annexés, au registre mis à disposition du public dans le cadre de l'enquête publique sur le Plan de Protection de l'Atmosphère et de demander la modification des fiches, conformément à nos propositions, conditions d'acceptabilité pour la mise en œuvre de celui-ci.

Je vous prie de d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

Pour la Députée de la Marne,  
Présidente de Reims Métropole,

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a final vertical stroke, identifying Thomas DUBOIS.

Thomas DUBOIS  
Vice-Président



# REMARQUES SUR LA REDACTION DU PPA

FICHE	ACTION	CONTENU DE LA FICHE DU PPA	COMMENTAIRES	DEMANDE DE MODIFICATIONS DES FICHES PPA									
IND1	Réduire les émissions de particules et d'oxydes d'azote des installations de combustions classées ICPE p.106-107	<p><b>Descriptif :</b></p> <p>« Deux projets d'arrêtés ministériels, en cours de consultation, vont modifier les prescriptions applicables aux installations de combustion soumises à déclaration et autorisation au titre de la rubrique 2910 de la nomenclature des ICPE. Des concentrations spécifiques, pour les poussières et les NOx, aux zones PPA seront imposées. <b>La date d'application de ces nouveaux arrêtés ministériels serait au plus tard pour le 1er janvier 2016.</b> Cette action vise à appliquer cette réglementation <b>dès à présent dans la mesure du possible :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Pour les installations à enjeux soumises à autorisation et les installations à enjeux soumises à déclaration dans un établissement soumis à autorisation, dès la signature des projets d'arrêtés ministériels :<ul style="list-style-type: none"><li>◦ communication et sensibilisation sur la nouvelle réglementation par courrier</li><li>◦ réalisation de visites d'inspection spécifiques à la prévention de la pollution atmosphérique permettant de définir le niveau d'enjeux environnemental de l'installation</li><li>◦ pour les nouvelles installations, imposer les concentrations spécifiques aux zones PPA, selon les capacités technico-économiques de l'établissement</li></ul></li><li>• <b>pour les installations existantes, et dont les enjeux le justifient, réalisation d'étude technico-économique visant à mettre en œuvre les concentrations spécifiques aux zones PPA et, le cas échéant, modification des arrêtés préfectoraux encadrant les émissions atmosphériques, en NOx et poussières, des établissements.</b></li><li>• Pour les installations soumises à déclaration uniquement, dès la signature du projet d'arrêté ministériel :<ul style="list-style-type: none"><li>◦ communication et sensibilisation sur la nouvelle réglementation par courrier</li><li>◦ réalisation de visites d'inspection spécifique à la prévention de la pollution atmosphérique</li><li>◦ encadrement des émissions atmosphériques, pour les poussières et les NOx, par arrêté préfectoral en cas d'identification de forts enjeux</li></ul></li><li>• Pour toutes les installations<ul style="list-style-type: none"><li>◦ l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifie relatif au registre et à la déclaration des émissions polluantes et des déchets fixe les seuils annuels, par polluants, de déclaration dans GEREPE (Gestion Electronique du Registre des Emissions Polluantes) pour les installations soumises à autorisation et enregistrement. Dans le cadre de l'action, les seuils de déclaration pour les poussières et les NOx sont ramenés à 0 kg/an. Ce qui induit une obligation, pour toutes les ICPE de déclarer leur émissions en poussières et en NOx. »</li></ul></li></ul>	<p>L'énergie récupérée des installations de combustion, propriétés de REIMS METROPOLE, contribue aux objectifs fixés par l'Union européenne de satisfaire 20% de sa consommation finale d'énergie par les énergies renouvelables à l'horizon 2020, mais surtout limite la facture énergétique des habitants du quartier Croix-Rouge en réduisant les charges locatives.</p> <p>Ainsi sur son territoire, l'Usine d'incinération des Ordures Ménagères (UIOM) valorise l'énergie de la combustion des déchets en fournissant de la vapeur à la chaufferie urbaine du quartier Croix-Rouge et en générant l'électricité nécessaire à son fonctionnement. Cet équipement est complété, depuis 2012, par une chaufferie bois qui augmente la part des énergies renouvelables du mixe énergétique du réseau de chaleur urbain, à hauteur de 50,41% (rapport du délégataire 2012/2013), soit :<ul style="list-style-type: none"><li>✓ 33,74% issu de l'Usine d'incinération ;</li><li>✓ 16,67% issu de la Biomasse.</li></ul>Ce nouvel équipement a rendu possible une baisse de la TVA de 19,6 % à 5,5 %, qui a permis la baisse des charges locatives.</p> <p>Ces équipements sont encadrés par des arrêtés préfectoraux qui fixent le dispositif de surveillance des émissions atmosphériques. UIOM – moyenne des concentrations en sortie de fours – année 2014</p> <table><tr><td></td><td>Concentration en sortie</td><td>Réglementation</td></tr><tr><td>NOx</td><td>68,5 µg/m3</td><td>300 mg/Nm3</td></tr><tr><td>Poussières</td><td>1,3 mg/Nm3</td><td>30 mg/Nm3</td></tr></table> <p>L'évolution réglementaire, de ces dix dernières années, a engendré des investissements financiers réussis importants, de la part des industriels et de la collectivité.</p> <p>Le BREF relatif aux meilleures techniques disponibles sur les incinérateurs date de 2006. Ainsi, pour REMIVAL, les trois mises aux normes ont coûté en totalité 10 millions d'euros HT.</p> <p>L'investissement sur la chaufferie bois s'élève à 7 828 170 € HT, cofinancés par la Ville de Reims, l'ADEME, la Région et le FEDER.</p> <p>De nouveaux investissements risquent de conduire :<ul style="list-style-type: none"><li>• à la fragilisation financière et juridique des contrats de délégation de services publics ;</li><li>• à une répercussion sur les charges locatives de la hausse du prix de l'énergie;</li></ul>et favorisera les petites installations de combustion plus difficiles à encadrer techniquement et juridiquement.</p> <p>Enfin, une étude d'opportunité sur les filières déchets est en cours de réalisation, pour définir notamment les évolutions techniques de l'UIOM, dont le contrat de délégation se termine en 2017.</p>		Concentration en sortie	Réglementation	NOx	68,5 µg/m3	300 mg/Nm3	Poussières	1,3 mg/Nm3	30 mg/Nm3	Mentionner dans la fiche action que la chaufferie bois et UIOM ne sont pas comprises dans les industries à enjeux.
	Concentration en sortie	Réglementation											
NOx	68,5 µg/m3	300 mg/Nm3											
Poussières	1,3 mg/Nm3	30 mg/Nm3											
IND 2	Réduire les émissions de particules et d'oxydes d'azote des installations ICPE hors combustion p 109	<p><b>Descriptif :</b></p> <p>Pour les installations à enjeux soumises à autorisation et les installations à enjeux soumises à déclaration dans un établissement soumis à autorisation :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Courrier de sensibilisation auprès des exploitants portant sur l'état de la qualité de l'air, les MTD et, le cas échéant, les projets de texte (réalisation de visites d'inspection spécifiques à la prévention de la pollution atmosphérique permettant de définir le niveau d'enjeu environnemental de l'installation) ;</li><li>• pour les installations existantes, et dont les enjeux le justifient, réalisation d'étude technico-économique visant à mettre en œuvre les meilleures techniques disponibles (MTD) pour les émissions de NOx et de poussières et, le cas échéant, modification des arrêtés préfectoraux encadrant les émissions atmosphériques, en NOx et poussières, des établissements ;</li><li>• pour les nouvelles installations, imposer la mise en œuvre des MTD si techniquement et économiquement acceptable pour l'établissement</li></ul> <p>Pour les installations soumises à déclaration uniquement :<ul style="list-style-type: none"><li>• communication et sensibilisation sur la nouvelle réglementation par courrier</li><li>• réalisation de visites d'inspection spécifique à la prévention de la pollution atmosphérique permettant de définir le niveau d'enjeux environnementaux de l'installation</li><li>• encadrement des émissions atmosphériques, pour les poussières et les NOx, par arrêté préfectoral en cas d'identification de forts enjeux</li></ul></p> <p>Pour toutes les installations : l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifie relatif au registre et à la</p>											



# REMARQUES SUR LA REDACTION DU PPA

FICHE	ACTION	CONTENU DE LA FICHE DU PPA	COMMENTAIRES	DEMANDE DE MODIFICATIONS DES FICHES PPA
T1	Diminuer de 11 % les émissions en dioxyde d'azote du transport routier par le PDU p.80	<p>déclaration des émissions polluantes et des déchets fixe les seuils annuels, par polluants, de déclaration dans GEREPE (Gestion Electronique du Registre des Emissions Polluantes) pour les installations soumises à autorisation et enregistrement. Dans le cadre de l'action, les seuils de déclaration pour les poussières et les NOx sont ramenés à 0 kg/an. Ce qui induit une obligation de déclarer, pour toutes les ICPE de déclarer leur émissions en poussières et en NOx.</p> <p><b>Objectifs :</b> « Les actions portées par le PDU devront permettre d'atteindre une diminution des émissions de 11% des NO2 et 3% des particules PM10, ou encore une diminution de 10 % des kilomètres parcourus. »</p> <p><b>Descriptif :</b> « Le PDU est l'outil privilégié permettant de planifier la politique de déplacement à l'échelle de l'agglomération. A ce titre, il devra contribuer à une baisse minimale de 10 % des kilomètres parcourus sur l'agglomération permettant ainsi une baisse de 11 % des émissions de NO2. L'avis du préfet sur le projet de PDU comportera un volet sur la qualité de l'air, conformément à l'article R222-31 du code de l'environnement qui dispose que « lorsqu'un PDU est élaboré [...] à l'intérieur d'une zone objet d'un PPA, le préfet s'assure de la compatibilité du PDU avec les objectifs fixés pour chaque polluant par le PPA [...] ».</p> <p>Par ailleurs, le PPA préconise que le PDU porte une vigilance particulière sur les axes présentés sur la carte ci-dessous (pour lesquels une population pourrait encore être exposée à la pollution atmosphérique à l'échelle du PPA) en veillant à ne pas proposer de projets qui aggravent la situation sur ces points noirs.</p> <p>Les propositions d'actions du PDU sur ces points noirs pourront être hiérarchisées en prenant en compte la proximité d'une population sensible à proximité de l'axe en dépassement (établissements d'enseignement et de santé principalement).</p> <p>Par ailleurs, le PDU pourrait travailler avec les grands groupes de livraison aux particuliers sur les modifications des procès de livraison, notamment sur les lieux de dispatching des marchandises au niveau de grands quartiers intégrant de nouveaux modes de livraisons pour la phase de porte à porte avec des véhicules à faibles émissions. »</p>	<p>En conseil communautaire du 15 décembre 2014, REIMS METROPOLE a émis un avis favorable sur les objectifs de réduction de concentrations des polluants mais des réserves sur la mise en œuvre du PPA.</p> <p>Comme l'indique la législation, le PDU vise à assurer un équilibre durable entre les besoins en matière de mobilité et de facilité d'accès, d'une part, et la protection de l'environnement et de la santé, d'autre part. Il a comme objectif un usage coordonné de tous les modes de déplacements, notamment par une affectation appropriée de la voirie, ainsi que la promotion des modes les moins polluants et les moins consommateurs d'énergie.</p> <p>La diminution du nombre de kilomètres parcourus, notée dans le projet de PPA, doit être vue comme un indicateur parmi d'autres, facilement interprétable par modélisation. En effet, il ne rend pas compte de l'ensemble des actions mises en œuvre dans le PDU, modifications du parc automobile, promotion des véhicules électriques, qui vise à diminuer les émissions de polluants atmosphériques.</p>	Supprimer « une diminution de 10 % des kilomètres parcourus » Remplacer par « le PDU devra contribuer à une baisse de 11 % des émissions de NO <sub>2</sub> »
T 4.3	T 4.3 : Etudier la mise en place de systèmes de retrofit sur les bus de Reims P 89	<p><b>Descriptif :</b> Inciter au retrofit des véhicules existants (autobus, poids lourds). L'arrêté du 15 mai 2013 précise les modalités de mise en place de retrofit sur les poids lourds, les autobus, autocars et certains véhicules utilitaires légers. Le retrofit consiste à installer des équipements permettant d'améliorer le bilan d'émissions de particules des véhicules anciens. Ces dispositifs s'appliquent aux véhicules de norme euro II, III, IV et permettent de sauter 1 ou 2 classes de normes euro. Cette mesure consiste dans un premier temps d'étudier la faisabilité et l'impact d'une opération sur les bus de Reims. Cette étude devra tenir compte de la performance du parc actuel de bus (classement par normes euro), du plan renouvellement prévu dans le contrat avec le délégataire.</p> <p><b>Echéancier</b> 2016 : réalisation de l'étude d'opportunité du retrofit des bus à Reims de 2016 à 2020 : équipement de la flotte de bus à Reims</p>	<p>Au regard des difficultés financières rencontrées par le concessionnaire MARS, un avenant au contrat de délégation de service public de février 2015 a fixé les objectifs suivant :</p> <p>« - retrouver un équilibre financier du contrat, ou contribuer à cet équilibre et donc assurer la continuité du service public ; - définir un nouveau réseau de bus et de transports à la demande, - adapter l'offre de transport, sur la base du bilan tiré des trois ans d'exploitation du réseau de tramway et bus, aux besoins réels de mobilité et la configurer de manière plus appropriée aux besoins des usagers, - revoir la démarche qualité de manière réaliste, sans dégrader celle-ci, et la rendre plus opérationnelle, - optimiser les conditions d'exploitation du service public, dans le respect des conditions législatives et réglementaires du travail, - revoir la gamme et la grille tarifaire, de manière à la rendre attractive et de permettre de dégager de nouvelles ressources, sans augmentation significative des tarifs, - définir ou redéfinir des investissements à réaliser par Mars ou Reims Métropole, afin d'adapter le nouveau réseau,</p>	Supprimer la fiche action.



# REMARQUES SUR LA REDACTION DU PPA

FICHE	ACTION	CONTENU DE LA FICHE DU PPA	COMMENTAIRES	DEMANDE DE MODIFICATIONS DES FICHES PPA
Urba 1	Définir les attendus minimaux relatifs à la qualité de l'air dans les documents d'urbanisme  P 91	<p><b>Définir les attendus relatifs à la qualité de l'air dans les documents d'urbanisme des communes de Reims Métropole :</b></p> <p>L'article L121-1 du code de l'urbanisme prévoit que les schémas de cohérence territoriale (SCOT), les plans locaux d'urbanisme (PLU) et les cartes communales (CC) déterminent les conditions permettant d'assurer, notamment « la préservation de la qualité de l'air ». Les documents d'urbanisme devront au moins comprendre les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans les rapports prévus pour ces documents d'urbanisme (SCOT ou PLU), un état de la qualité de l'air sur le territoire considéré, en particulier en matière de concentration de NO2 et de PM10, est attendu à partir des données publiques disponibles sur le site d'ATMO Champagne-Ardenne. Un bilan des émissions annuelles sur ce territoire (contribution des différents secteurs émetteurs) est également réalisé à partir des données disponibles auprès d'ATMO Champagne-Ardenne (cf. articles R.122-2 (SCOT), R.123-2 et R.123-2-1 (PLU) du code de l'urbanisme)</li> <li>- dans les projets d'aménagement et de développement durable (PADD) des PLU ou des SCOT, qui doivent définir les orientations des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme [...], l'amélioration de la qualité de l'air fait l'objet d'une orientation spécifique pour les communes concernées à l'intérieur des zones sensibles et celles où un enjeu de qualité de l'air a été identifié dans l'état initial de l'environnement (cf. articles L.122-1-3 (SCOT) et L.123-1-3 (PLU) du code de l'urbanisme).</li> <li>- dans les documents d'orientations et d'objectifs (DOO) des SCOT, les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) et les règlements des PLU, est <b>systématiquement étudiée la pertinence des dispositions suivantes :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>o <b>limiter l'urbanisation (en particulier des établissements sensibles comme les crèches, écoles, maisons de retraite...) à proximité des grands axes routiers afin de ne pas augmenter l'exposition des habitants à une mauvaise qualité de l'air</b> (cf. articles L.111-1-4 (SCOT/PLU), L.122-5 (SCOT) du code de l'urbanisme),</li> <li>o subordonner l'implantation d'équipements commerciaux à la desserte par les transports collectifs, dès lors que ces équipements, du fait de leur importance, sont susceptibles d'avoir un impact significatif sur l'organisation du territoire (cf. articles L.122-1-8 et R.122-3 (SCOT) du code de l'urbanisme),</li> <li>o faciliter la création d'itinéraires cyclables et piétons sûrs, continus et cohérents ainsi que des stationnements sécurisés pour chaque nouvelle implantation d'équipements commerciaux importants</li> <li>o introduire des obligations maximales de réalisation d'aires de stationnement pour les véhicules motorisés (cf. articles L.122-1-8 (SCOT), L.123-1-4 et R.123-9 (PLU) du code de l'urbanisme),</li> <li>o <b>restreindre l'implantation d'installations qui ajouteraient des émissions supplémentaires dans une zone déjà défavorisée du point de vue de la qualité de l'air</b> (cf. article R.123-11 (PLU) du code de l'urbanisme) »</li> </ul> </li> </ul> <p>L'action s'appuiera sur l'ensemble des éléments méthodologiques ou guides techniques disponibles aux niveaux national et régional relatifs à l'adaptation de l'urbanisation des projets ou des bâtiments existants situés en zone fortement impactée par la pollution atmosphérique.</p> <p><b>Ces éléments seront intégrés dans les « Porter à connaissance » des documents d'urbanisme pour sensibiliser les élus et donner des pistes de réflexion.</b></p> <p>Les porter à connaissance de l'Etat devront intégrer un champ précisant les objectifs et enjeux liés à la qualité de l'air. Il précisera les zones particulièrement sensibles à la qualité de l'air et formulera des</p>	<p>- adapter certaines clauses du contrat par rapport à l'évolution législative et réglementaire. »</p> <p>Les bus répondent aux normes européennes. La renégociation du contrat de délégation de service public prévoit ainsi l'acquisition de minibus répondant à la norme euro 6. En juillet 2015, des bus électriques circuleront dans l'hyper-centre, zone la plus touchée par les dépassements en NOX et en poussières.</p> <p>Toutefois, il n'est pas inscrit la mise en place de rétrofit.</p> <p>La planification urbaine sur le territoire de REIMS METROPOLE répond à des objectifs de contrôle de la consommation d'espace et de densification du milieu urbain, deux principes réaffirmés par la loi ALUR.</p> <p>Elle assure le renouvellement urbain sur des espaces délaissés et crée une continuité avec l'espace urbain constitué. Ainsi depuis 2010, sur les friches industrielles ont émergé les aménagements de Clairmarais et Dauphinot. Bientôt, l'écoquartier REMAVERT convertira en zones résidentielles l'emprise de l'ancienne usine REMAFER. Ces différents quartiers privilégient la mixité fonctionnelle (habitat, bureaux, commerces, équipements publics) et sont desservis par les transports en commun.</p> <p>En dehors des espaces déjà urbanisés, elle respecte l'article L111-1-4 du code de l'urbanisme : « Les constructions ou installations sont interdites dans une bande de cent mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations au sens du code de la voirie routière et de soixante-quinze mètres de part et d'autre de l'axe des autres routes classées à grande circulation. »</p> <p>Cette action visant à réduire l'exposition de la population ne doit pas conduire indirectement à limiter voire interdire les constructions de logements et d'activités sur les secteurs les mieux desservis par les voies de communications au risque d'encourager encore l'étalement urbain.</p> <p>Il est préférable d'améliorer dans ces secteurs la desserte de transports collectifs ou la pratiques de déplacements actifs plutôt que d'interdire de nouvelles constructions.</p>	<p>Intégrer les objectifs de densification de la loi solidarité et renouvellement urbain –SRU et de la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové- ALLUR.</p> <p>Remplacer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- limiter l'urbanisation (en particulier des établissements sensibles comme les crèches, écoles, maisons de retraite...) à proximité des grands axes routiers afin de ne pas augmenter l'exposition des habitants à une mauvaise qualité de l'air</li> <li>- restreindre l'implantation d'installations qui ajouteraient des émissions supplémentaires dans une zone déjà défavorisée du point de vue de la qualité de l'air (cf. article R.123-11 (PLU) du code de l'urbanisme) »</li> </ul> <p>par favoriser une meilleure utilisation de l'espace urbain, privilégiant la proximité, la mixité fonctionnelle et l'offre de transports collectifs, pour diminuer les émissions de polluants atmosphériques.</p>

# REMARQUES SUR LA REDACTION DU PPA

FICHE	ACTION	CONTENU DE LA FICHE DU PPA	COMMENTAIRES	DEMANDE DE MODIFICATIONS DES FICHES PPA
Urba 2	Définir les attendus minimaux relatifs à la qualité de l'air dans les études d'impact P 93	<p>recommandations pour limiter l'exposition des populations dans ces zones ou éviter sa dégradation par l'implantation de nouvelle activité émettrice.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Intégrer les enjeux de la qualité de l'air dans les études d'impact, qui devront comprendre :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Dans l'analyse de l'état initial du site et de son environnement : l'état de la qualité de l'air sur la zone de projet, et une estimation du nombre de personnes exposées à des dépassements de valeurs limites réglementaires (avant et après le projet).</li> <li>- Dans l'analyse des effets directs et indirects, temporaires et permanents du projet sur l'environnement : les émissions directes, l'analyse des flux de transports générés et émissions polluantes associées, les moyens de chauffage prévus et émissions polluantes associées, les émissions de polluants générées par la réalisation du projet.</li> <li>- Dans la partie consacrée aux mesures envisagées par le maître d'ouvrage pour supprimer, réduire et, si possible, compenser les conséquences dommageables du projet sur l'environnement et la santé, ainsi que l'estimation des dépenses correspondantes</li> </ul> </li> <li>• <b>Propositions d'indicateurs attendus (liste non exhaustive) à renseigner par le maître d'ouvrage si pertinent :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Pour les projets, évaluation des flux entrants et sortants liés à l'activité et des déplacements du personnel, en distinguant la part domicile-travail et la part professionnelle;</li> <li>• Estimation des valeurs prévisionnelles en concentration et en émission par référence aux valeurs-limites applicables ;</li> <li>• Nombre de km évités en voiture particulière ;</li> <li>• Gains en émissions de PM10 et NOx ;</li> <li>• Nombre de km évités dus au report modal à la suite d'un développement de Transports en commun, de cheminements piétons ou d'aménagements cyclables;</li> </ul> </li> </ul>	Cf ci-dessus	Travailler sur un périmètre pertinent en termes de définition d'objectifs de qualité de l'air.





**ASSOCIATION REMOISE**  
**du**  
**MOUVEMENT NATIONAL DE LUTTE POUR L'ENVIRONNEMENT**  
**Réseau Homme et Nature**

Maison de la vie associative 122 bis rue du Barbâtre, Reims  
Monique Gérard-Meillat (présidente) tél. : 0326 40 02 25  
mail : [m.gerardmeillat@free.fr](mailto:m.gerardmeillat@free.fr)  
Chantal Courdier (vice-présidente) : tél. : 0326 49 18 21  
mail : [chantal.courdier@orange.fr](mailto:chantal.courdier@orange.fr)

Reims, le 18 Juin 2015

Madame, Monsieur, le Commissaire-Enquêteur,

Dans le cadre de l'enquête publique sur la qualité de l'air, l'association rémoise du MNLE (Mouvement National de Lutte pour l'Environnement), considère que les mesures qui seront adoptées devraient tenir compte en priorité de la santé des habitants de Reims-Métropole.

Pour le MNLE, il est prioritaire :

- De perfectionner les dispositifs de filtrage des gaz et des poussières provenant par exemple de l'incinération des déchets, qu'il s'agisse de REMIVAL, des chaufferies municipales, ou d'autres entreprises de l'agglomération.
- De ne pas favoriser la circulation des véhicules qui produisent des gaz toxiques, dont les particules fines, particulièrement nocives pour les enfants.
- De soutenir l'action de l'organisme de mesures ATMO, qui permet d'évaluer en temps réel, les risques créés par la pollution : mieux cibler les origines et les impacts des particules en cause permet de définir des mesures de prévention susceptibles d'éviter beaucoup de problèmes et de surcoût des dépenses de santé dans l'avenir.

Dans ce sens, une concertation entre les responsables de Reims-Métropole et le monde agricole ne pourrait-elle pas être organisée, afin de réduire aussi cette source très importante de pollutions diverses dans notre région, plus manifestes à certaines périodes de l'année .

Le MNLE apprécierait d'être informé de la suite donnée à cette enquête publique, car notre association est autant motivée par la défense de notre environnement local, que par les énormes mutations auxquelles sera confrontée l'humanité...

Vous remerciant de votre attention, nous vous prions, Madame, Monsieur, le Commissaire-Enquêteur, de bien vouloir agréer nos salutations les plus déférentes.

Chantal Courdier, vice-présidente